

Candidat président, probablement candidat à la Chambre

« Il faut avoir un cap, quitte à oser déplaire. »

Maxime PRÉVOT

67 ans pour la pension mais avec des aménagements de fin de carrière.

Candidat à la tête du cdH : Maxime Prévot s'explique

Pension à 67 ans, décumul, gilets jaunes, semaine des 4 jours :

Maxime Prévot le potentiel futur président du cdH s'exprime.

● **Interview : Albert JALLET**

Maxime Prévot est candidat à la présidence du cdH. Il est aussi le candidat du président sortant. Bref, il part favori.

Les dernières élections et sondages ne donnent pas un cdH fringant...

D'accord, le cdH n'est pas au zénith. L'adage dit que l'air ne fait pas la chanson. Nous, on va montrer que les sondages ne font pas les élections. Notre message a besoin de clarté et de transparence mais on aime la nuance. À l'heure du buzz médiatique et de la phrase assassine, c'est compliqué. Mais ce n'est pas pour ça non plus qu'on doit

se satisfaire du consensus mou, c'est le meilleur moyen pour que personne n'y adhère. Il faut avoir un cap, quitte à oser déplaire.

Justement, quand vous étiez ministre, vous avez porté le projet de l'assurance autonomie qui implique une cotisation forcée (36 €) pour les plus de 26 ans...

C'est un objectif du cdH, c'est inscrit dans l'accord, il reste peu de temps mais j'espère que le gouvernement va poser les actes nécessaires pour le concrétiser. Ce projet s'inscrit dans nos priorités : la santé.

C'est une assurance solidarité qui concerne toute per-

Maxime Prévot probablement candidat aux élections fédérales.

sonne qui est confrontée à une perte d'autonomie, pour un accompagnement néces-

saire à un coût accessible. Comme une assurance incendie, on râle quand on la paie, mais on est content de l'avoir quand ça arrive. La santé sera une de nos priorités. À force de coupes budgétaires, le gouvernement fédéral a mis beaucoup de personnes dans les difficultés : accès aux médicaments, aux soins, zones rurales délaissées à cause du verrou du numerus clausus pour les étudiants en médecine.

Santé, qualité de vie : vous embrayez sur l'idée d'André Antoine d'une semaine des 38 h sur quatre jours ?

Oui, il faut permettre la flexibilité : si cela convient au travailleur et à l'employeur, pourquoi pas ? Rester une heure ou deux en plus au boulot au lieu de les perdre dans les embouteillages. Mais je ne suis pas les socialistes sur une semaine des 32 h ou être payé cinq jours pour en travailler quatre. C'est un non-sens économique et politique. Ce n'est pas ça qui aiderait la compétiti-

vité des entreprises et réduirait la disparité Wallonie-Flandre. Je n'ai jamais compris cette posture socialiste, si ce n'est pour flatter le sens du moindre effort.

Quelle est votre position sur la proposition socialiste de redescendre l'âge de la pension à 65 ans ?

Cela tinte bien aux oreilles des gens. Mais cela va à contre-courant d'une démarche responsable. Dans les faits, les départs ont lieu bien avant 67 ans. Je trouve qu'il faut penser avant tout aux

aménagements de fin de carrière, au tutorat. Il faut travailler sur la qualité des fins de carrière.

Que vous inspire le mouvement des gilets jaunes ?

Il faut s'intéresser au fond du message originel. C'est révélateur d'une véritable difficulté de vie. Il n'y a pas que des demandeurs d'emploi, il y a des travailleurs, des indépendants qui ne gagnent pas assez pour vivre.

Il y a donc une question de pouvoir d'achat mais aussi une incompréhension crois-

sante entre le débat politique et le vécu quotidien.

Quand on se perd en conjectures institutionnelles, le citoyen déconnecte.

Comme président, jusqu'au 26 mai, le temps est compté pour finaliser les propositions de programmes respectifs même si les militants pourront exprimer leurs opinions via les locales. Après le 26, on enclenchera une dynamique participative renouvelée et régulière. Mais on ne part pas d'une page blanche. Du travail a déjà été fait. ■

« Je n'ai jamais compris cette posture socialiste, si ce n'est pour flatter le sens du moindre effort. »

« Pas aller plus loin dans le décumul »

« *En France, il y a une dénonciation d'une caste politique d'en haut coupée du vécu des territoires. Comme bourgmestre, on a les pieds dans la glaise. Ça reste un atout quand on a des responsabilités supérieures. Pour une connexion entre les assemblées et la réalité locale. »*

Et paf, un coup de pied dans le décumul des mandats bourgmestre-ministre. « On ne reviendra pas dessus mais il ne faut pas aller

plus loin. »

Candidat au fédéral

Le bourgmestre-député, futur président, sera-t-il candidat aux élections de mai ? « Bien sûr, je ne vais pas rester sur le banc alors que les autres vont au combat. Le président est le porte-drapeau. »

Et ce sera probablement au fédéral. « Parce que presque tous les présidents de partis y sont élus et s'y retrouvent. Mais ça doit encore se discuter en interne. » ■ **A.J.**